



NOTE DE CADRAGE POLITIQUE MAROC/ PÉROU Septembre 2014

Les prochaines élections présidentielles et législatives au Pérou sont prévues pour avril 2016.

Le Maroc et le Pérou ont établi leurs relations diplomatiques le 18 juin 1964 et ils ont ouvert leurs Ambassades respectives à Rabat et à Lima, en 1986.

Les deux pays ont célébré en juin 2014 le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. A cette occasion, Monsieur le Ministre a effectué une visite à Lima, à la tête d'une importante délégation marocaine, les 23 et 24 juin 2014, pour prendre part à un programme d'activités organisé, à cet effet, dans la capitale péruvienne et placé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'Assiste. En outre, la Ministre Déléguée a pris part, le 18 juin 2014, à la cérémonie de célébration dudit cinquantenaire à Rabat.

Sur le plan interne, le Président Ollanta Humala a remporté les élections présidentielles en juin 2011 avec 51,18% des voix, contre 48,81% pour sa rivale, Keiko Fujimori, marquant, ainsi, le retour de la gauche au pouvoir, cinq ans après sa défaite contre l'ex Président, Alan Garcia (centre droit). Conscient de la nécessité de forger des alliances au Congrès, où son parti de gauche nationaliste « Gana Perú » n'a obtenu que 47 sièges sur 130, M. Humala a constitué un « gouvernement de concertation », en s'alliant avec le parti « Perú Posible » (21 sièges) de l'ancien Président Alejandro Toledo et perdant, dès le premier tour, desdites élections présidentielles.

Depuis son investiture en juillet 2011, le Président Humala a fait face à certaines difficultés dans sa gestion gouvernementale en raison des conflits socio et environnementaux liés au secteur stratégique de l'exploitation minière, à l'insécurité citoyenne et à la résurgence de mouvements terroristes. Ces difficultés ont conduit à plusieurs remaniements ministériels (6 changements de Premier Ministre), le dernier est intervenu le 22 juillet 2014 avec le remplacement du Premier Ministre M. René Cornejo Diaz, moins de 5 mois après sa nomination, par Mme Ana Jara et la désignation simultanée de M. Fredy Otarola, ex-Président du Congrès, au Ministère du Travail (poste précédemment occupé par Mme Ana Jara).

En outre, le contexte politique critique marqué par une crise institutionnelle et la multiplication des affaires de corruptions, le mécontentement de la population pour des causes d'insécurité, ainsi qu'une crispation entre le gouvernement et les partis politiques qui désapprouvent et critiquent l'ingérence de la Première Dame Nadine Heredia, Présidente du Parti Nationaliste, dans les affaires publiques, a fait que la popularité du Président péruvien chute à 25% (selon le sondage réalisé par Ipsos-Perú, du 12 au 15 août 2014).

Il est à signaler que le 24 juin 2014 M. Gonzalo Gutierrez Reinal a été nommé en tant que Ministre des Relations Extérieures en remplacement de Mme Eda Rivas Franchini, marquant ainsi un nouveau tournant au niveau de la diplomatie péruvienne (Il s'agit du 3<sup>ème</sup> Ministre des Relations Extérieures nommé par Humala).

En vue des élections présidentielles de 2016, Mme Keiko Fujimori, Dirigeante du Parti Force Populaire, figure en tête des favoris avec 31,8% d'intentions de vote contre 11,6% à l'économiste M. Pedro Pablo Kuczynski, Dirigeant du Parti « Perú Más » (selon le sondage réalisé par la « CPI » en août 2014).

En matière de politique extérieure, le Pérou accorde une priorité au renforcement de ses relations avec les Etats-Unis, premier partenaire commercial (l'Accord de Libre Echange Pérou/Etats-Unis est entré en vigueur en 2009). Au plan régional, il est l'un des quatre piliers, avec le Chili, la Colombie et le Mexique, de « l'Alliance du Pacifique », regroupement régional économique lancé en avril 2011 avec un fort tropisme asiatique et une volonté de rapprochement avec le « Forum de Coopération Economique de

**l'Asie**» (APEC), dont le Pérou est membre depuis novembre 1998. Le développement de cette Alliance favorise en particulier la coopération entre Lima et Santiago du Chili, dont le litige maritime a été résolu le 27 janvier 2014 par une décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ). En outre, le Pérou s'est toujours prononcé en faveur des processus d'intégration régionaux dans le cadre des organisations régionales américaines existantes.

Le Pérou entretient d'excellentes relations avec **la Chine**, second partenaire commercial (Accord de Coopération Stratégique signé en 2008 et Accord de Libre Echange signé en 2012) devant **l'Union Européenne** qui constitue pour Lima un partenaire majeur en termes de commerce, d'investissements ou d'aide au développement (Accord multipartite de libre-échange UE-Pérou-Colombie entré en vigueur en mars 2013).

Concernant **la crise ukrainienne**, le Pérou a voté en faveur de la résolution adoptée par l'Assemblée Générale, le 27 mars 2014, dénonçant le référendum en Crimée sur le rattachement de la péninsule à la Russie, estimant qu'il n'avait aucune validité.

En ce qui a trait à **la crise à Gaza**, le Pérou a rappelé son Ambassadeur en Israël pour des consultations sur les bombardements israéliens, regrettant « profondément », dans un 3<sup>ème</sup> communiqué du Ministère péruvien des Relations Extérieures, publié le 29 juillet 2014, « la violation du cessez-le-feu avec la reprise des opérations militaires d'Israël à Gaza ». Le Pérou, membre observateur de **la Ligue des Etats Arabes**, reconnaît **la Palestine** en tant qu'Etat indépendant et souverain. Toutefois, la République péruvienne entretient de très bonnes relations avec **Israël**, au point qu'il a été annoncé, lors de la visite de M. Ollanta Humala à Israël en février 2014, d'élever le niveau des relations à un partenariat stratégique. Ladite visite du Président péruvien a été effectuée dans le cadre d'une tournée officielle au **Moyen Orient**, qui a inclus une visite protocolaire en **Palestine** et une autre à **Qatar** visant le renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays, ainsi que l'attraction des investissements étrangers au Pérou. S'agissant de **la crise syrienne**, le Pérou a condamné les violations des Droits de l'Homme contre les populations civiles et appuyé les résolutions onusiennes en l'objet.

Le Ministère péruvien des Relations Extérieures a publié, en date du 14 août 2014, un communiqué « condamnant énergétiquement les actes de violence contre les minorités religieuses et ethniques en **Irak** », « exhortant » le respect des Droits de l'Homme, du Droit International Humanitaire, ainsi que la préservation de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays.

Il est à signaler que le Pérou, membre observateur de **l'Union Africaine**, entretient des relations diplomatiques avec trente-quatre pays d'Afrique et dispose d'Ambassades en Algérie et au Caire notamment. Au Pérou, les Ambassades arabes présentes sont celles du Maroc, Palestine, l'Arabie Saoudite, Qatar, l'Egypte et celle de l'Algérie qui a récemment démontré sa volonté d'une présence plus renforcée dans le pays Andin.

**Sur la scène régionale**, le Pérou a occupé jusqu'au mois d'août 2013 la Présidence Pro Tempore de **l'Union des Nations sud-américaines** (UNASUR) et conserve encore la Présidence Pro Tempore des **Sommets Amérique du Sud/Pays Arabes** (ASPA), sachant que Lima a abrité, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2012, les travaux du Troisième Sommet ASPA, auquel le Maroc a pris part avec une délégation présidée par le Ministre d'Etat, M. Abdellah Baha, ainsi que le 1<sup>er</sup> Forum International des Femmes Leaders de l'ASPA, qui s'est tenu à Lima du 07 au 09 avril 2014.

Au niveau multilatéral, le Pérou est responsable de l'organisation, en décembre 2014, de la vingtième édition de la Conférence des Parties (COP 20) sur les changements climatiques.

**Les relations bilatérales entre nos deux pays ont connu un réel dynamisme de renforcement**, tant sur le plan politique qu'en matière de coopération culturelle, scientifique et technique, se caractérisant au niveau gouvernemental et parlementaire par plusieurs échanges de visites de délégations. Il sied de signaler que la Municipalité de San Andrés, Province d'Ica, a récemment adopté une résolution portant création de la « Rue du Royaume du Maroc » au sein du complexe résidentiel MAPFRE-Congreso de la República, en reconnaissance du don offert par **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'Assiste** suite au tremblement de terre ayant frappé ladite province en août 2007.

A signaler qu'au terme d'une réunion, réalisée à Lima le 31 mars 2014, entre notre Ambassadeur au Pérou et Mme Carmen Omonte, Ministre péruvienne de la Femme et des Populations Vulnérables, celle-ci a exprimé **le souhait de voir le Maroc abriter le 2<sup>ème</sup> Forum International des Femmes Leaders de l'ASPA**, qui se tiendrait dans un ou deux ans.

Il convient de souligner que l'entrée en vigueur, le 04 décembre 2013, de l'**Accord Economique, Scientifique et Technique entre le Maroc et le Pérou**, ratifié par les deux pays, permet désormais la tenue de **la 1<sup>ère</sup> session de la Commission Mixte**, qui sera organisée à Rabat au cours du premier trimestre de l'année 2015.

En outre, **le Maroc** a appuyé la candidature péruvienne lors des élections au sein du Conseil de l'Organisation Maritime Internationale, catégorie C, qui ont eu lieu le 29 novembre 2013 à Londres et **le Pérou** a fait part de sa décision d'appuyer la candidature de M. Mohamed Bennouna pour sa réélection à la Cour Internationale de Justice.

**Concernant notre Cause Nationale**, le Pérou, qui avait reconnu la pseudo « rasd », en août 1984, sous le gouvernement du Président Fernando Belaunde Terry, avait suspendu cette reconnaissance en octobre 1996 sous le Gouvernement du Président Alberto Fujimori. L'arrivée au pouvoir du Président péruvien, M. Ollanta Humala, en juillet 2011, avait soulevé des inquiétudes quant au risque d'une éventuelle reconnaissance de la pseudo « rasd » du fait que le programme gouvernemental du Parti de gauche « Gana Perú » du Président Humala, prévoit, dans un point intitulé « solidarité internationale », « l'appui à l'indépendance du peuple sahraoui ». A cela s'ajoute le fait que le parti « Gana Perú » (première force politique au Congrès avec 47 sièges), compte parmi ses rangs avec des activistes acquis aux thèses des séparatistes. Dès lors, le Pérou fait l'objet d'un activisme particulièrement virulent de la part des séparatistes qui n'ont cessé de multiplier les manœuvres, notamment au niveau du Congrès péruvien et au niveau médiatique, pour obtenir des soutiens en leur faveur et une éventuelle reconnaissance par le Pérou de la pseudo « rasd ».

En outre, M. Alberto Otarola, Conseiller du Président Ollanta Humala a indiqué qu'il a été approché plusieurs fois par les séparatistes qui ont tenté de le rallier à leur cause, tout en signalant que "la position du Pérou ne changera pas".

Lors des entretiens entre Monsieur le Ministre et l'ex Ministre péruvienne des Relations Extérieures, tenues à Lima le 23 juin 2014, celle-ci a mis en relief que le Pérou continuera de maintenir sa position sur la question du Sahara et de soutenir une solution politique, durable et négociée au différend dans le cadre des Nations Unies, soulignant que la position du Pérou est celle qui a prévalu jusqu'à présent et le restera.

Il sied de signaler que le Pérou compte avec un expert au sein de la «Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un Référendum au Sahara Occidental» (Minurso).

**Principaux appuis et relais des séparatistes** : les séparatistes sont soutenus au niveau parlementaire, par les députés de gauche, du parti au pouvoir « Gana Perú », **Roberto Edmundo Angulo**, **Luis Alberto Adrianzen Merino**, ex Vice-président du Parlement Andin, et **Juan Pari Choquecota**, au niveau médiatique par le journaliste **Ricardo Sanchez Serra**, proche de l'Ambassade algérienne à Lima, **Michel Azcueta**, Président de « l'association Asisahraoui » et **Hernan Diaz Seminario**, avocat inscrit au barreau de Lima. Par ailleurs, l'Algérie use de son influence économique pour appuyer l'activisme des séparatistes au Pérou et exercer des pressions sur le Gouvernement péruvien, sachant qu'Alger ne cesse de renforcer sa présence commerciale au Pérou par le biais de la « Sonatrach », qui détient 10% du Consortium « Camesea » avec un montant des investissements pour la période 2001-2008 de 300 millions de dollars.

**En ce qui a trait à la coopération culturelle**, de nombreuses activités et démarches ont été déployées par notre Ambassade à Lima, permettant d'engendrer une meilleure perception de l'image du Maroc au Pérou et de susciter le rapprochement entre les deux peuples.